

Unité départementale du Rhône
5 Place Jules Ferry
69006 Lyon

Lyon, le 07/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/02/2026

Contexte et constats

Publié sur 

KEM ONE

19 rue Jacqueline Auriol
Immeuble Le Quadrille
69008 Lyon

Références : UDR-CRT-26-044-AC
Code AIOT : 0006103724

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/02/2026 dans l'établissement KEM ONE implanté Quai Louis Aulagne 69191 Saint-Fons. L'inspection a été annoncée le 27/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KEM ONE
- Quai Louis Aulagne 69191 Saint-Fons
- Code AIOT : 0006103724
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société KEM ONE, deuxième producteur de PVC européen, exploite à Saint-Fons (Rhône) des installations de fabrication de PVC produit par polymérisation de chlorure de vinyle monomère (CVM).

L'établissement est classé Seveso seuil haut et est soumis à la directive IED relative aux émissions industrielles.

Son fonctionnement est encadré par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 18 mars 1983 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 4
- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Informations générales du site	Arrêté Préfectoral du 18/03/1983, article Art. 1 point 1.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art. 23	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Entretien et surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-1 b)Art. 26 I.2Art. 26 I.3	Demande d'action corrective	3 mois
8	Entretien et surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-3	Demande d'action corrective	1 mois
9	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 25	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Implantation, aménagement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.5	Sans objet
4	Entretien et surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-1 a)	Sans objet
6	Suivi de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 IVArt.26 V	Sans objet
7	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-1 c)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 18 février 2026 s'inscrit dans le cadre d'une action régionale menée par la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes et fait suite à la détection de plusieurs cas de légionellose en Savoie en septembre 2025. Le site KEM ONE dispose de plusieurs systèmes de tours aéroréfrigérantes assurant le refroidissement de ses installations. La visite a permis de constater que l'exploitant connaissait bien les risques associés à ces installations et qu'il les surveillait et entretenait correctement. Les bilans annuels présentés ont montré que toutes les analyses mensuelles réalisées étaient négatives.

L'inspection demande cependant plusieurs actions correctives mineures concernant entre autres la traçabilité des revues des plans de surveillance et d'entretien suite à la mise à jour annuelle des analyses méthodiques des risques, le contenu du plan de formation.

Lors de la visite des installations, l'Inspection a constaté des anomalies concernant le stockage de liquides susceptibles de provoquer une pollution des eaux ou des sols. Cette anomalie ayant été déjà constatée sur d'autres stockages de récipients mobiles (inspection du 26/11/2024), l'Inspection demande à l'exploitant de s'assurer de la conformité des conditions de stockage des produits liquides en récipients mobiles sur l'ensemble du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Informations générales du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/1983, article Art. 1 point 1.1			
Thème(s) : Situation administrative, Informations générales de l'installation			
Prescription contrôlée :			
Les installations classées exploitées dans l'établissement sont visées dans le tableau suivant :			
Rubrique	Désignation des activités classées	Volume par secteur	Régime
2921-1a	Installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air qui n'est pas du type «circuit primaire fermé». La puissance thermique évacuée maximale étant de : 45 900 kW	Secteur 2 : Hamon 17 : 1 x 3100 kW Hamon 1 : 2 x 1500 kW Hamon 23 : 1 x 5000 kW et 6 x5800 kW	E
Constats :			
L'exploitant indique que le site de KEM ONE Saint-Fons dispose de 3 circuits de tours aéroréfrigérantes (TAR) : - circuit Hamon 1 constitué de 3 TAR d'une puissance thermique évacuée totale de 3000 kW, mises en service en 1988 ;			

- circuit Hamon 17 constitué de 2 TAR d'une puissance thermique évacuée totale de 3100 kW, mises en service en 2007 ;
- circuit Hamon 23 constitué de 7 TAR d'une puissance thermique évacuée totale de 36300 kW, mises en service en 1988 et 2002.

Il s'agit de TAR à circuit ouvert. Compte tenu de leur proximité géographique et du fait qu'ils participent au refroidissement des installations de fabrication du secteur PVC, ces circuits constituent une seule et unique installation. Ils fonctionnent en continu et sont arrêtés lors de l'arrêt annuel du secteur PVC pour être vidangés et nettoyés. L'eau d'appoint est de l'eau du drain du Rhône (eau souterraine). Les installations du site ont fait l'objet d'une demande de bénéfice du régime de l'antériorité actée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 août 2006.

La surveillance des TAR est assurée par le personnel KEM ONE avec l'appui technique de la société KURITA qui fournit les produits de traitement de l'eau (hors Javel produite sur le site de KEM ONE). Les installations disposent d'analyseurs en ligne. Les prélèvements pour analyses physico-chimiques sont réalisés par le personnel KEM ONE et les prélèvements pour analyse Légionelles par le laboratoire ENIXUS, sous-traitant de la société KURITA. La maintenance des installations est assurée de la manière suivante :

- nettoyage annuel : société EIFFAGE ;
- entretien courant : société KURITA pour les éléments concernant la partie traitement de l'eau, sociétés KEM ONE et FOSELEV pour le reste.

L'Inspection des installations classées (IIC) remarque que les puissances des installations figurant dans les analyses méthodiques des risques (AMR) révisées le 31/10/2025, ne correspondent pas à celles autorisées : il est indiqué que le circuit Hamon 23 a une puissance thermique total de 36 300 kW alors que la puissance thermique figurant dans l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter est de 39 800 kW. De même, il est indiqué que le circuit Hamon 1 dispose de 3 TAR alors que l'arrêté préfectoral d'autorisation indique 2 TAR.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n° 1 : l'exploitant s'assure que les caractéristiques des installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air du site correspondent à celles autorisées (nombre de TAR par circuit, puissance thermique évacuée). Le cas échéant, il régularise la situation administrative du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Implantation, aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.5

Thème(s) : Risques chroniques, Règles d'implantation

Prescription contrôlée :

<p>a) Les rejets d'air potentiellement chargé d'aérosols ne sont effectués ni au droit d'une prise d'air, ni au droit d'ouvrants. Les points de rejets sont aménagés de façon à éviter l'aspiration de l'air chargé de gouttelettes dans les conduits de ventilation d'immeubles avoisinants ou les cours intérieures ;</p> <p>b) L'installation est implantée à une distance minimale de 8 mètres de toute ouverture sur un local occupé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations du site ont fait l'objet d'une demande de bénéfice du régime de l'antériorité actée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 août 2006. Les TAR ayant été déclarées avant le 1er juillet 2014, elles ne sont pas concernées par les règles d'implantation définies dans l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Surveillance de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art. 23</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Formation du personnel</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.</p> <p>Ces formations portent a minima sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ; - les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ; - les dispositions du présent arrêté. <p>En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> est dispensée aux opérateurs concernés.</p> <p>Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les modalités de formation, notamment fonctions des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ;

- la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, types de formation, suivies, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;
- les attestations de formation de ces personnes.
Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

Constats :

L'exploitant a présenté la liste des personnes référentes nommément désignées figurant dans les AMR des installations : 2 personnes sont désignées.

Le site dispose de deux types de formations :

- formation "Réglementation légionelle : gestion du risque légionelle niveau 1" destinée prioritairement aux personnes référentes,
- module d'e-learning destinées aux personnes impliquées directement ou indirectement dans la gestion des TAR.

L'exploitant a présenté le contenu de la formation en e-learning. Il a également présenté les attestations de formation des personnels extérieurs intervenant sur les TAR :

- la personne en charge des prélèvements pour analyse microbiologique (attestation du 12/10/2022, société ENIXUS),
- le personnel intervenant pour la maintenance courant des TAR (attestations des 7/11/2024 et 11/07/2022, société KURITA),
- le personnel intervenant pour le nettoyage annuel des TAR (attestation du 03/09/2024, société EIFFAGE).

L'Inspection constate les points suivants :

- dans les AMR des TAR du site, l'exploitant indique qu'il y a 2 personnes nommément désignées mais évoque également la notion de référents et de référents adjoints. Ces dénominations prêtent à confusion quant au niveau de formation requis pour ces fonctions.
- l'exploitant n'est pas en mesure de présenter les attestations de formation de 2 personnes désignées comme adjoints référent site.
- l'exploitant n'est pas en mesure de présenter les modalités de formation légionelles : personnes visées, niveau de formation requis pour chaque fonction visée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n° 2 : l'exploitant s'assure que le plan de formation du site répond aux dispositions de l'article 23 de l'arrêté ministériel du 14/12/2013. Ce plan doit permettre d'identifier les personnels devant bénéficier d'une formation au risque Légionelles, et de s'assurer que le niveau de formation est adapté à la fonction visée. L'exploitant transmet à l'IIC la liste des personnes intervenant sur les TAR, le type de formation qu'ils ont suivi et la date de leur dernière formation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Entretien et surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-1 a)

Thème(s) : Risques chroniques, Analyse méthodique des risques

Prescription contrôlée :

Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. [...]

L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :

- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;
- les points critiques liés à la conception de l'installation ;
- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;
- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, [...]

Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.
[...]

Sur la base de l'AMR sont définis :

- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, les moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;
- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;
- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous.

En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles. [...]

Constats :

L'exploitant a présenté les analyses méthodiques des risques de ses TAR en date du 31/10/2025. Il indique qu'il n'y a pas eu de modification de la stratégie de traitement au cours de l'année. La description des installations et leur schéma de principe sont présents. L'Inspection remarque que la localisation des points de prélèvement, des points d'injection des produits de traitement et d'ajout de l'eau d'appoint ne figurent pas sur les schémas des installations Hamon 23 et Hamon 17. En séance, l'exploitant a présenté les plans à jour de ses installations : tous les points cités précédemment sont bien identifiés.

L'Inspection note que les points de prélèvement sont bien situés hors de l'influence de l'eau

d'appoint.

Les points suivants sont traités dans l'AMR :

- liste des point critiques ;
- identification des bras morts et plan d'action pour les supprimer ;
- identification des situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement ;
- évaluation du risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint.

Concernant l'identification des bras morts, l'Inspection note des incohérences entre les informations figurant dans l'analyse des risques. Par exemple, pour la TAR Hamon 1, il est indiqué à la fois qu'il n'y a pas de stagnation d'eau et que le niveau d'eau stagnante est significatif.

Concernant l'eau d'appoint, l'exploitant a présenté le résultat des analyses réalisées le 3/11/2025 et le 04/12/2025 : aucune anomalie n'a été constatée.

Lors de la visite des installations, l'Inspection a constaté que les points de prélèvements sont bien repérés, que les zones à risque sont bien identifiées et délimitées (présence d'une chaîne délimitant la zone) et que l'obligation de port d'un masque de protection est affichée.

Observation : lors de la prochaine mise à jour des AMR, l'exploitant veillera à bien utiliser les plans à jour de ses installations. Il veillera également à la cohérence des informations concernant l'identification des bras morts dans ses installations.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Entretien et surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-1 b)Art. 26 I.2Art. 26 I.3

Thème(s) : Risques chroniques, Plans d'entretien et de surveillance

Prescription contrôlée :

b) Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion de légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des *Legionella pneumophila* dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.

Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.

Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée

par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien.

Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures préventives mises en œuvre, tels que définis au point 3 du présent article. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en *Legionella pneumophila*. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits chimiques utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.

Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en *Legionella pneumophila* décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.

Les cas d'utilisation saisonnière et de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. L'exploitant assure une gestion continue du risque de prolifération et de dispersion des légionelles à partir du moment où le circuit est en eau, au même titre qu'une installation fonctionnant en continu. Il s'assure de l'efficacité des actions préventives mises en œuvre, notamment en regard des objectifs de concentration en *Legionella pneumophila*.

Constats :

L'exploitant a présenté en séance des plans mis à jour de ses installations : les points d'injection des produits de traitement sont bien indiqués.

Détails de l'entretien préventif de l'installation : article 26 I.2

L'exploitant a présenté son plan d'entretien. L'Inspection constate qu'il n'y a pas de date de mise à jour. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que le plan d'entretien a bien été revu suite à la mise à jour de l'AMR.

Le nettoyage des TAR est réalisé annuellement lors de l'arrêt du secteur PVC : il a été réalisé les 3 et 7 octobre 2025. Le site dispose d'une procédure (Tours de refroidissement Nettoyage et désinfection à l'arrêt annuel référence PVC PY 0533) décrivant les actions à mener et les précautions à prendre.

Détails de la surveillance et des actions correctives et curatives en cas de dérive : article 26 I.3

L'exploitant a présenté son plan de surveillance. L'Inspection constate qu'il n'y a pas de date de mise à jour. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que le plan d'entretien a bien été revu suite à la mise à jour de l'AMR.

L'exploitant a défini pour chaque indicateur une fréquence de surveillance et une fourchette de résultats à respecter (valeurs cibles), ainsi que des actions curatives et correctives en cas de dérive de chaque paramètre (valeur d'alerte, valeur d'action).

Les prélèvements et analyses en légionelles sont réalisés une fois par mois. L'Inspection a constaté que les prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n° 3 : l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour justifier que les plans

d'entretien et de surveillance de ses installations sont bien revus suite à la mise à jour des AMR. Les justificatifs seront tenus à disposition de l'inspection et pourront être examinés à l'occasion d'une prochaine visite

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Suivi de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 IV Art.26 V

Thème(s) : Risques chroniques, Vérification de l'installation, carnet de suivi et bilans annuels

Prescription contrôlée :

IV. - Suivi de l'installation

1. Vérification de l'installation

Dans les six mois suivant la mise en service d'une nouvelle installation ou un dépassement du seuil de concentration en *Legionella pneumophila* de 100 000 UFC/L dans l'eau du circuit, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, dans le but de vérifier que les mesures de gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles prescrites par le présent arrêté sont bien effectives.

Sont considérés comme indépendants et compétents les organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-61 à R. 512-66 du code de l'environnement pour la rubrique 2921 des installations classées pour la protection de l'environnement.

[...]

A l'issue de ce contrôle, l'organisme établit un rapport adressé à l'exploitant de l'installation contrôlée. Ce rapport mentionne les points pour lesquels les mesures ne sont pas effectives. L'exploitant met en place les mesures correctives correspondantes dans un délai de trois mois. Pour les actions correctives nécessitant un délai supérieur à trois mois, l'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées le planning de mise en œuvre.

Dans le cas où la vérification fait suite à un dépassement du seuil de concentration en *Legionella pneumophila* de 100 000 UFC/L dans l'eau du circuit, l'exploitant transmet le rapport et le planning de mise en œuvre éventuel à l'inspection des installations classées.

2. Carnet de suivi

L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :

[...]

Le carnet de suivi et les documents annexés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Dans le cas où ces documents sont dématérialisés, ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées ou une vérification.

V. - Bilan annuel

Les résultats des analyses de suivi de la concentration en *Legionella pneumophila*, les périodes d'utilisation avec leur mode de fonctionnement et les périodes d'arrêt complet ou partiel ainsi

que les consommations d'eau sont adressés par l'exploitant à l'inspection des installations classées sous forme de bilans annuels interprétés.

Ces bilans sont accompagnés de commentaires sur :

- les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements de concentration de 1 000 UFC/L en *Legionella pneumophila*, consécutifs ou non consécutifs ;
- les actions correctives prises ou envisagées ;
- l'évaluation de l'efficacité des mesures mises en œuvre, par des indicateurs pertinents.

Le bilan de l'année N - 1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 31 mars de l'année N.

Constats :

Les installations du site n'ont pas connu de dépassement du seuil de concentration de 100 000 UFC/L.

L'exploitant a présenté le carnet de suivi de l'installation : ce suivi est assuré en continu au moyen d'un logiciel (Cockpit Kurita) et au moyen de vérifications hebdomadaires par le personnel de l'atelier PVC. L'Inspection a pu consulter la liste des interventions réalisées en 2025 sur les installations du site.

Les bilans annuels du suivi des installations sont bien transmis à l'Inspection.

Ce point n'appelle pas de remarques de la part de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-1 c)

Thème(s) : Risques chroniques, Procédures d'arrêt et de redémarrage

Prescription contrôlée :

c) Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant :

- procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble) dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ;
- procédures de gestion de l'installation pendant les arrêts et les redémarrages de l'installation, dans les différents cas de figure rencontrés sur l'installation :
- suite à un arrêt de la dispersion d'eau par la ou les tours ;
- en cas de fonctionnement intermittent (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage non prévisible) ;
- en cas d'utilisation saisonnière (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage prévisible) ;
- suite à un arrêt prolongé complet ;
- suite aux différents cas d'arrêts prolongés partiels pouvant exister sur l'installation ;
- autres cas de figure propres à l'installation.

Les périodes d'arrêt et les redémarrages constituent des facteurs de risque pour l'installation, les modalités de gestion de l'installation pendant ces périodes doivent être établies par l'exploitant de manière à gérer ce risque, qui dépend notamment de la durée de l'arrêt et du caractère immédiat ou prévisible de la remise en service, et de l'état de propreté de l'installation.

Dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en Legionella pneumophila est réalisée.

Constats :

L'exploitant dispose des procédures suivantes :

- procédure d'exploitation des réfrigérants atmosphériques (référence PVC-KEM ONE-EXP-2) ;
- procédure d'arrêt immédiat des tours de refroidissement pour des teneurs en légionelles pneumophila supérieures ou égales à 100 000 UFCI (référence PVC-KEM ONE-EXP-67) ;
- procédure de nettoyage et de désinfection des tours de refroidissement à l'arrêt annuel (référence PVC-PY-0533) ;
- procédure en cas de teneurs en légionelles comprises entre 1000 et 100 000 UFC/l (référence PVC PY 0534).

L'exploitant a également présenté les résultats de l'analyse réalisée sur la TAR Hamon 23 le 15/10/2025 suite à l'arrêt annuel et au redémarrage des installations.

Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Entretien et surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-3

Thème(s) : Risques chroniques, Analyses des légionelles

Prescription contrôlée :

c) Laboratoire en charge de l'analyse des légionelles

Le laboratoire chargé par l'exploitant des analyses en vue de la recherche des Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006) répond aux conditions suivantes :

- le laboratoire est accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 (septembre 2005) par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou tout autre organisme d'accréditation équivalent européen, signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ;
- le laboratoire rend ses résultats sous accréditation.

d) Résultats de l'analyse des légionelles

Les résultats sont présentés selon la norme NF T90-431 (avril 2006) ou toute autre méthode reconnue par le ministère en charge des installations classées. Les résultats sont exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L).

L'exploitant demande au laboratoire chargé de l'analyse que les souches correspondant aux résultats faisant apparaître une concentration en Legionella pneumophila ou en Legionella species supérieure ou égale à 100 000 UFC/L soient conservés pendant trois mois par le laboratoire.

Le rapport d'analyse fournit les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon :

- coordonnées de l'installation ;

<ul style="list-style-type: none"> - date, heure de prélèvement, température de l'eau ; - date et heure de réception de l'échantillon ; - date et heure de début d'analyse ; - nom du préleveur ; - référence et localisation des points de prélèvement ; - aspect de l'eau prélevée : couleur, dépôt ; - pH, conductivité et turbidité de l'eau au lieu du prélèvement ; - nature (dénomination commerciale et molécules) et concentration cible pour les produits de traitements utilisés dans l'installation (biocides oxydants, non oxydants biodispersants, anticorrosion...) ; - date de la dernière injection de biocide, nature (dénomination commerciale et molécule) et dosage des produits injectés. <p>Les résultats obtenus font l'objet d'une interprétation par le laboratoire.</p> <p>L'exploitant s'assure que le laboratoire l'informe des résultats provisoires confirmés et définitifs de l'analyse par des moyens rapides (télécopie, courriel) si :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le résultat provisoire confirmé ou définitif de l'analyse dépasse le seuil de 1 000 UFC/L. - le résultat provisoire confirmé ou définitif de l'analyse rend impossible la quantification de <i>Legionella pneumophila</i> en raison de la présence d'une flore interférente. <p>e) Transmission des résultats à l'inspection des installations classées</p> <p>Les résultats d'analyses de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements correspondants.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport d'analyses du prélèvement réalisé le 15/10/2025 sur la TAR Hamon 23 (laboratoire ENIXUS, référence rapport 202510150302). Le laboratoire est accrédité selon la norme ISO 17025 par le COFRAC (accréditation n°1-1621) et les essais présents sur le rapport contrôlé sont bien rendus sous accréditation.</p> <p>Le rapport d'analyse reprend les informations demandées par l'arrêté ministériel.</p> <p>L'exploitant a présenté l'attestation de son prestataire en date du 26/12/2025 indiquant que ce dernier conserve les souches pendant 3 mois à une température de -20°C si les résultats de l'analyse sont supérieurs à 100 000 UFC/L.</p> <p>L'exploitant transmet les résultats de ses analyses à l'Inspection au moyen de l'application GIDAF dans les délais prévus par la réglementation. L'Inspection constate toutefois que les rapports d'analyse ne sont pas joints aux déclarations GIDAF et que l'exploitant saisit seulement ses résultats.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n° 4 : l'exploitant joint les rapports d'analyse des légionelles réalisées sur ses installations à ses déclarations GIDAF.</u></p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 9 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 25
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Prescription contrôlée : I. - Capacité des rétentions Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
Constats : Lors de la visite des installations, l'Inspection a relevé les anomalies suivantes : - dans le secteur PVC : présence d'un GRV contenant un produit liquide : ce GRV n'est pas fermé et n'est pas disposé sur une rétention. L'étiquette présente indique qu'il s'agit d'un surfactant classé dangereux pour l'environnement. L'exploitant a indiqué ne pas savoir ce que contenait ce GRV mais que compte tenu de la couleur du liquide, ce n'était pas le produit indiqué sur l'étiquette ; - dans le local de stockage des produits de traitement destinés à l'exploitation des TAR : présence de 43 bidons de capacité 20 kg (récipients mobiles) contenant des produits chimiques (BHA/BHE) classés dangereux pour l'environnement placés sur rétention. Le volume de la rétention semble insuffisant au regard de la quantité de produit stocké.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Demande n° 5 :</u> l'exploitant identifie le liquide inconnu présent dans le GRV et l'élimine selon la filière adaptée. Dans l'attente, le GRV est fermé et placé sur une rétention de capacité adaptée. <u>Demande n° 6 :</u> l'exploitant s'assure pour l'ensemble du site que les capacités de rétention associées au stockage de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 L et contenant des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols, respectent les dispositions de l'article 25.I de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois